



Mouvement Républicain  
et Citoyen

**Pacte de responsabilité**

**Le contre-projet  
du MRC**

# Le Pacte de responsabilité,

**L**e pacte décidé par le Président de la République est une réponse inadaptée à une bonne question : celle de notre compétitivité.  
Le MRC considère que ce pacte se condamne lui-même doublement :

- > parce qu'il se limite à la seule question du coût du travail alors que notre compétitivité demande des mesures, notamment monétaires, beaucoup plus larges.
- > parce qu'il intervient dans un contexte à la fois voulu et subi de réduction drastique et d'ailleurs irréaliste des déficits publics.

## Un vice de conception

**Le pacte souffre d'un défaut majeur : il néglige totalement tous les facteurs de compétitivité autres que le coût du travail.**

Ni le taux de l'euro, ni le coût de l'énergie, ni le vieillissement de l'appareil productif n'y sont même évoqués.

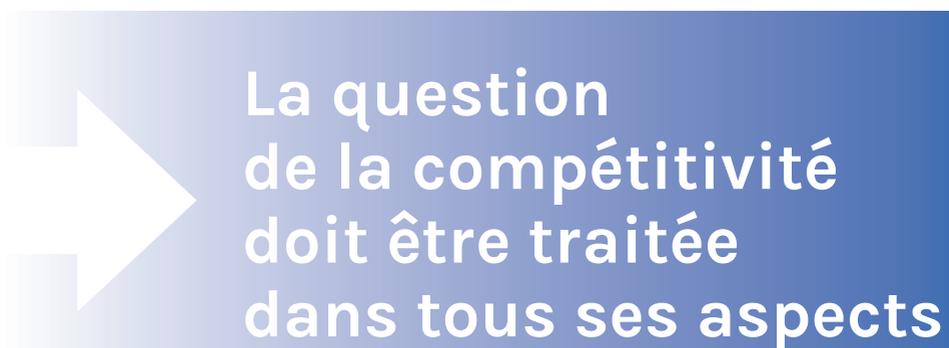
En l'état, la baisse des cotisations sur laquelle repose le pacte a peu de chance d'aboutir à des créations d'emploi à court ou moyen terme. Le CICE l'a montré : il est sans effet sur la création d'emplois dès lors que la plus petite hausse de l'euro en anéantit les effets. Remuscler notre appareil productif, seul moyen de créer des emplois, demande donc d'autres mesures.

## Une erreur de "timing"

**Le pacte intervient dans un contexte, celui de la réduction drastique des déficits publics, qui le condamne une deuxième fois.**

La recherche d'économies à hauteur de 50 milliards sur trois ans aura un effet négatif sur la croissance, tout en mettant à mal notre protection sociale qui est l'un des éléments de la force de notre modèle économique. Une politique de réduction des charges, à supposer qu'elle n'arrive pas trop tard, ne peut se conjuguer dans l'immédiat avec les objectifs fixés en termes de déficit public et de «trajectoire» des finances publiques. Or en faisant le choix d'un choc de 50 milliards et en voulant se conformer simultanément aux critères européens de réduction des déficits, la France se retrouve étranglée.

# une politique "sans chances"



La question de la compétitivité doit être traitée dans tous ses aspects

Le MRC propose un contre-projet qui prenne en compte l'ensemble des facteurs susceptibles de restaurer la compétitivité française : monnaie, investissement, énergie, montée en gamme.

Ce contre-projet est fondé sur un effort de tous les Français, mais un effort qui ne s'en tienne pas à la diminution du seul coût du travail.

Le seul moyen aujourd'hui de conjuguer justice et efficacité est d'aborder la question de notre place dans la mondialisation sur tous les fronts.

C'est aussi le moyen de retrouver un espoir collectif : la France doit agir sur ses points faibles, certes, mais elle doit aussi, au-delà de l'horizon de l'austérité, croire en son avenir, forte des nombreux atouts qui sont les siens.

# Le contre-projet du MRC

## Un pacte de responsabilité contre l'ensemble des freins à la compétitivité

**Pour restaurer la compétitivité de la France, il faut des mesures prenant en compte tous les facteurs : compétitivité prix et compétitivité hors prix. Le MRC propose, par degré d'urgence, les mesures suivantes.**

### 1 REVOIR LA CONTRAINTE DE L'EURO ET LE RÔLE DE LA BCE

La France est une puissance exportatrice (la 5<sup>ème</sup> du monde) et ceci pour des raisons structurellement liées à son développement économique. L'euro s'est apprécié de près de 30% par rapport au dollar depuis sa création. Or l'euro trop cher pénalise nos exportations : c'est la constatation de nombreux économistes. Il explique aussi en partie notre manque de compétitivité par rapport à l'Allemagne. Celle-ci pratique une politique économique et sociale autonome alors que l'euro devait s'accompagner d'une coordination des politiques économiques.

Comme l'a souligné tout récemment Louis Gallois, «il faut de la création monétaire par la BCE» pour agir sur l'euro dont le niveau «pèse sur la croissance de l'Europe» (Libération, 12-13 avril 2014).

Il appartient à la France de pousser ses partenaires européens dans un premier temps vers ce «quantitative easing» pratiqué par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Il faut aussi aller vers la monétisation de la dette que de plus en plus d'économistes recommandent. Au-delà, le MRC préconise que s'engage une négociation pour réviser les règles fondatrices de l'euro afin de permettre que chaque Etat de la zone euro ait une parité correspondant aux traits propres de son économie. Autrement dit, il convient d'envisager très concrètement le passage de la monnaie unique à la monnaie commune. Un groupe de révision et d'ajustement de l'euro, dont les membres seraient désignés par les Etats de l'Eurogroup, devrait être mis sur pied.

### 2 FINANCER LA BAISSÉ DU CÔÛT DU TRAVAIL PAR UNE FISCALITÉ PLUS COHÉRENTE PLUTÔT QUE PAR UNE RÉDUCTION DRASTIQUE DE LA DÉPENSE PUBLIQUE

- > avec une révision du CICE permettant soit de compenser ses effets d'aubaine soit d'en limiter l'octroi sur la base d'une évaluation de la portée exacte des règles issues du traité européen TFUE.
- > en ajoutant à la hausse, inévitable, de la TVA, une révision de la CSG devenue progressive. Ce chantier ne se fera pas en un jour, mais il doit être mis immédiatement sur les rails. Il convient donc de lier cette réforme interne à un allongement de la période de réduction des déficits publics.

### 3 FAVORISER LA MONTÉE EN GAMME DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE ET SOUTENIR L'INNOVATION

Le repositionnement sur des productions à haute valeur ajoutée est l'un des enjeux majeurs de la mondialisation, tout particulièrement pour nos PME et nos établissements de taille intermédiaire. Si un débat peut avoir lieu sur l'efficacité de l'exonération des cotisations d'une part sur les bas salaires d'autre part sur les salaires relativement élevés (3,5 à 4 fois le smic), toute incitation à l'investissement productif est bienvenue : crédit impôt recherche (malgré quelques défauts qu'il faut corriger), soutien renforcé de la BPI dans le domaine du capital-investissement. Mais il faut aller au-delà.

Il est impératif de renouveler notre appareil productif et donc d'investir dans les filières nouvelles d'une part par un plan négocié au niveau européen pour les filières d'intérêt commun ; d'autre part par une participation des groupes intéressés aux débouchés, avec des filières sous l'égide de l'Etat et pourquoi pas, nationalisées, grâce à la mobilisation de l'épargne française.

**A ces mesures qui portent directement sur la compétitivité devraient s'ajouter un autre ensemble de mesures destinées à créer un contexte favorable à la production française.**

## 1/ SÉCURISER LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE RÉELLE

- > Il faut mobiliser l'épargne nationale vers le financement de l'industrie et la stabilisation du capital des PME pour arriver à des ETI en capacité suffisante. La France est un des plus grands pays épargnants du monde (15,5% du revenu national) après le Japon. L'épargne des personnes âgées, qui est très importante, pourrait être orientée vers les fonds propres des entreprises afin de financer la croissance.
- > Une véritable réforme bancaire est simultanément nécessaire afin de dissuader les banques de spéculer et de récompenser l'investissement dans l'économie réelle. La direction du Trésor devrait revenir à un certain pilotage de la politique des banques françaises en ce qui concerne le placement de la dette.

## 2/ GARANTIR UNE ÉNERGIE À BAS COÛT

L'objectif d'arriver à une part de 50% du nucléaire dans la production d'électricité est irréaliste et nocif : c'est une énergie qui ne génère pas de CO2, qui garantit l'indépendance nationale et qui permet aux ménages et aux industries de bénéficier de prix à bas coût. Un grand service public de la recherche énergétique devrait être mis en place pour s'assurer que sont explorées toutes les voies d'avenir sans exception, y compris celle des gaz de schiste.

## 3/ CRÉER UN GRAND SERVICE PUBLIC DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

Ce service public permettrait de mettre en commun l'ensemble des moyens aujourd'hui repartis entre l'AFPA et l'ensemble UNEDIC-Pôle emploi. Cette fusion se traduirait par un guichet unique, interface pour chaque usager de droit à la formation, de l'indemnisation éventuelle et de la proposition d'emploi. Elle permettrait de mettre fin au gaspillage humain et financier qui caractérise notre dispositif actuel et aux défauts les plus criants de notre système. A cet égard, la réforme demanderait que soient repensées les règles d'accès aux formations, l'adéquation de celles-ci aux besoins ainsi que les conditions dans lesquelles sont proposés et acceptés les emplois.

## 4/ FAVORISER LA DÉMOCRATIE SOCIALE PAR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ADMINISTRATEURS SALARIÉS

Dans les restructurations et la recomposition du capital à l'échelle mondiale, le point de vue des salariés, qui coïncide généralement avec le souci de l'intérêt national, est absent. Comme le préconisait le rapport Gallois, il faut augmenter significativement le nombre d'administrateurs salariés comme cela existe en Allemagne depuis longtemps. Cette réforme favorisera le dialogue social, la confiance entre partenaires sociaux et permettra aux salariés de peser efficacement sur les stratégies des entreprises.

## 5/ REDÉFINIR UNE POLITIQUE DU TRAVAIL

L'absentéisme, le stress, le burn-out des cadres, le développement des restrictions d'aptitudes : tous ces facteurs coûtent très cher non seulement aux salariés mais aussi à l'entreprise et ruinent tout effort dans la politique d'allongement de la vie active, ne conduisant au final qu'à transférer les charges des retraites vers l'assurance maladie. L'Etat doit prendre l'initiative d'une politique du travail qui soutienne efficacement nos efforts en matière de compétitivité et permette de faire face au coût humain dramatique engendré par la pression toujours croissante sur la productivité du travail.

**L'ensemble de ces mesures, qui ne sont pas toutes en contradiction avec les mesures retenues dans le programme gouvernemental, pourraient rendre une perspective à l'effort collectif demandé aux Français avec une lutte contre la rente financière, la spéculation, une réorientation de l'épargne nationale, une négociation ferme sur l'adéquation entre notre monnaie et notre économie.**

**Au-delà, le débat sur la revalorisation des salaires devra inévitablement prendre place dans le contexte européen, en prenant en compte le fait que l'objectif de limitation de l'inflation donnée par les traités à la BCE se traduit aujourd'hui par une déflation qui met en péril la croissance européenne tout entière.**

**SI LES FRANÇAIS SENTENT QUE LEURS GOUVERNANTS SONT PRÊTS À METTRE SUR LA TABLE TOUS LES OBSTACLES, INTERNES ET EXTERNES, DRESSÉS CONTRE LE RETOUR À LA CROISSANCE, ALORS ILS ACCEPTERONT MIEUX L'EFFORT QUI LEUR SERA DEMANDÉ.**

*Établi par un groupe de travail sous la direction  
de Marie-Françoise Bechtel*

**Pour en savoir plus  
Pour adhérer  
Pour nous soutenir**

3 avenue de Corbéra 75012 Paris Tél. : 01 55 78 05 40

**<http://www.mrc-france.org>**

**Suivez toute l'actualité du MRC sur**



**Facebook : [facebook.com/mouvementrepublicainetcitoyen](https://www.facebook.com/mouvementrepublicainetcitoyen)**

**Twitter : [@MRC\\_France](https://twitter.com/MRC_France)**